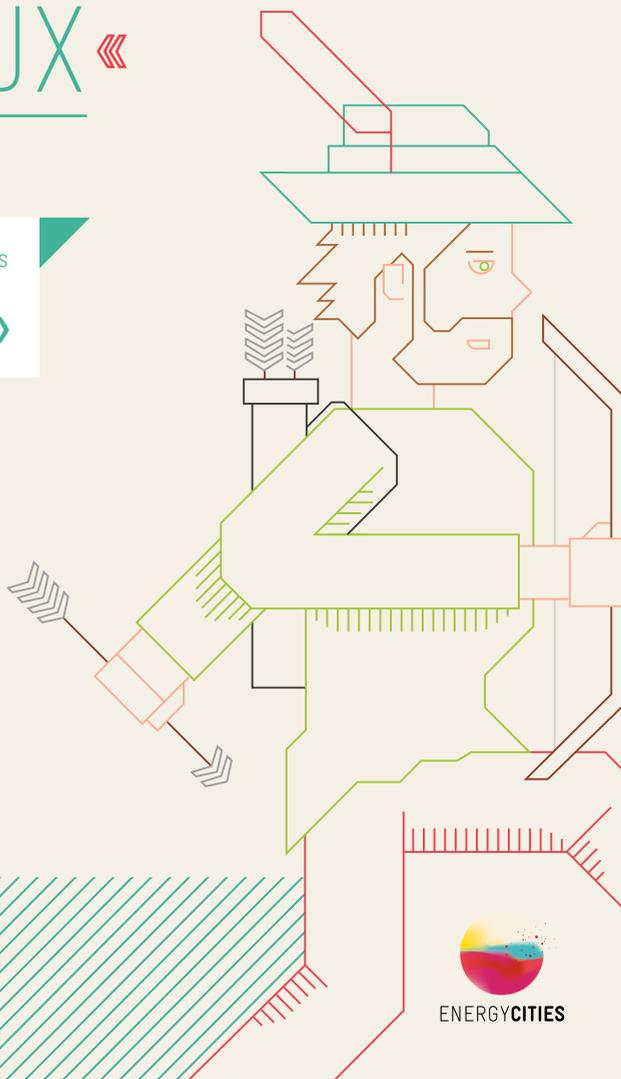


# » INTÉGRATION DES ENJEUX CLIMATIQUES DANS LES BUDGETS MUNICIPAUX ««

Tirer parti de l'économie des énergies fossiles pour réinvestir dans des projets locaux durables »»



# INTRODUCTION



De même, à l'exception des dépenses directement attribuées aux projets climatiques et énergétiques, la plupart des villes ne surveillent pas les impacts climatiques de leurs dépenses et investissements. Les impacts potentiels – à la fois négatifs et positifs – que les finances des villes ont sur le succès de la transition énergétique ne sont pas bien compris mais extrêmement significatifs. Les dépenses des collectivités locales et régionales représentent une part importante de l'économie européenne, où les dépenses des collectivités infranationales ont représenté 15,9% du PIB de l'Union Européenne en 2016<sup>2</sup> et où elles ont réalisées 55% de l'investissement public direct total de l'UE en 2014<sup>3</sup>. Le fait que ces ressources soient affectées à des projets et à des investissements destructeurs ou protecteurs du climat fait une différence cruciale pour l'ensemble de la région européenne.

## Comment les collectivités locales peuvent-elles aligner leurs finances sur un scénario de 2°C ?

» L'importance des gouvernements locaux pour la réalisation des objectifs climatiques internationaux et européens conformément à l'Accord de Paris de 2015 a été soulignée à multiples reprises, montrant que « plus d'un tiers de l'objectif de réduction des émissions de l'UE pour 2020 sera atteint par les villes<sup>1</sup> », pour ne citer qu'un exemple. Malgré ce haut degré de sensibilisation des autorités locales aux défis environnementaux, la responsabilité de la réalisation de leurs objectifs en matière d'énergie et de climat repose encore largement sur les épaules des services de l'énergie et du climat. D'autres services de l'administration locale, y compris le service financier ne se sentent souvent pas concernés ou ne voient pas comment ils peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs climatiques.

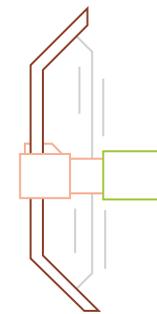
Ce guide contient une collection d'études de cas, de bonnes pratiques et d'outils qui peuvent aider les autorités locales à aligner leurs dépenses et investissements sur l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique bien en dessous des 2°C, en intégrant pleinement les enjeux énergie-climat dans leur planification budgétaire et financière.

Il existe une multitude de stratégies et d'outils que des villes de différentes tailles ont développé, touchant à toutes les ressources financières de la ville et permettant aux administrations locales de prendre en compte les impacts climatiques à chaque étape de leur planification financière et budgétaire. Ces stratégies s'articulent autour de cinq axes principaux :

<sup>2</sup> [https://read.oecd-ilibrary.org/governance/oecd-regions-at-a-glance-2016/subnational-government-expenditure-as-a-percent-age-of-gdp-and-total-public-expenditure-2014\\_reg\\_glance-2016-graph89-en#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/governance/oecd-regions-at-a-glance-2016/subnational-government-expenditure-as-a-percent-age-of-gdp-and-total-public-expenditure-2014_reg_glance-2016-graph89-en#page1)

<sup>3</sup> OECD. (2014). 'Effective Public Investment Across Levels of Government: European Union'. Available at: <http://www.oecd.org/effective-public-investment-toolkit/european-union.pdf>

<sup>1</sup> JRC. (2016). 'Covenant of Mayors: Greenhouse Gas Emissions Achievements and Projections' in 'JRC Science for Policy Report'.



# REPORTING ET BUDGET ENVIRONNEMENTAL

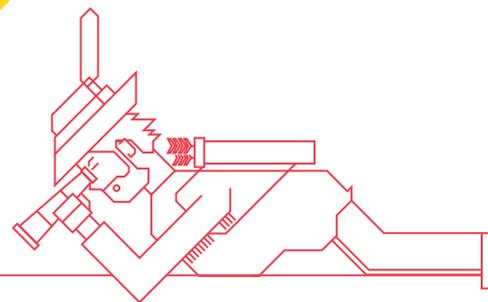
» Il est nécessaire de changer la façon dont les budgets municipaux sont présentés afin de tenir compte des impacts climatiques et des coûts nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques des villes. Les systèmes de budgétisation, de reporting et de comptabilité environnementale adoptés par les villes visent à collecter et à relier les données entre les services. Les outils stratégiques présentés dans ce chapitre sont une caractérisation de la diversité des approches et des méthodologies employées par les municipalités.



» Relier les données collectées dans les différents services de l'administration municipale et déterminer des indicateurs de performance de la ville en fonction d'une variable spécifique et suivre son évolution.

La combinaison des rapports environnementaux et financiers assure que des décisions d'investissement intelligentes sont prises, qui sont alignées sur les objectifs climatiques de la ville. Le retour d'expérience des villes analysées comme **Oslo, Paris** ou **Växjö** est très similaire, notamment en ce qui concerne l'utilité de tels systèmes de reporting pour extraire de grandes quantités de données des différents départements et domaines d'activité de la ville, afin de pouvoir planifier des mesures appropriées, mesurer les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs, suivre l'efficacité avec laquelle ces ressources sont utilisées et potentiellement les économies budgétaires réalisées grâce à des actions sur l'efficacité énergétique et autres sur le climat et l'énergie.

# MARCHÉS PUBLICS VERTS



» Les marchés publics représentent un levier important pour évoluer vers des pratiques de marché durables et innovantes. Le personnel municipal doit s'engager auprès des acteurs économiques locaux afin de s'assurer que les normes écologiques soient respectées, mais aussi pour mieux comprendre ce qui est déjà possible de faire sur le marché aujourd'hui. L'établissement de standards exigeants stimule l'innovation. Les avantages principaux d'intégrer des critères verts dans les marchés publics ne sont pas uniquement de nature écologique – comme la réduction des émissions de GES et de la consommation d'énergie des administrations locales – mais ce sont également des économies de coûts tout au long du cycle de vie du produit, ainsi que l'incitation au développement de l'innovation et de pratiques de marché durables dans l'économie locale.



## La ville de Barcelone

qui est le pionnier espagnol des marchés publics verts est un exemple de la façon dont les marchés publics écologiques peuvent être progressivement mis en œuvre, tout en mettant l'accent sur le renforcement des capacités et un haut degré de coopération entre le personnel municipal.



## La ville de Copenhague

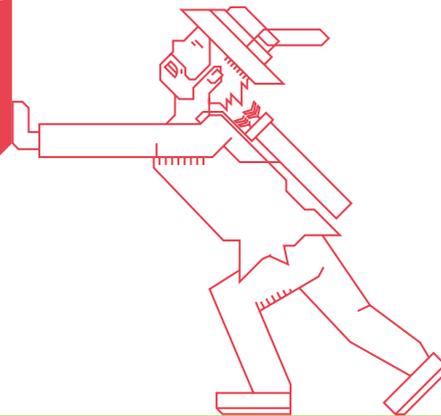
qui a une stratégie ambitieuse en matière de marchés publics écologiques, avec des objectifs détaillés dans tous les secteurs et qui, pour atteindre ces objectifs, a créé une équipe spécialisée dans les marchés publics verts composée de personnel environnemental qui soutient et conseille le personnel chargé des achats de l'administration.



## Rome Capitale

qui a réussi à passer à l'achat électronique et à le combiner à un système de vérification numérique qui permet à l'administration d'assurer le suivi de ses économies d'énergie et de sa réduction des émissions GES.

# DÉSINVESTISSEMENT CARBONE DES FONDS MUNICIPAUX



» Les villes ne savent souvent pas dans quelles entreprises et quels projets l'argent qu'elles mettent dans des fonds et des comptes d'épargne est investi. Les autorités locales doivent être exigeantes à l'égard de leurs banques et de leurs gestionnaires de fonds, en demandant plus de transparence sur la manière dont ces prestataires de services financiers gèrent l'argent de la ville en termes de critères d'investissement environnementaux et de risque climatique. Cela est surtout nécessaire dans la perspective qu'actuellement les actifs des combustibles fossiles sont surévalués, créant une bulle financière qui entraînera d'importantes pertes financières pour les investisseurs lorsqu'elle éclatera. Par conséquent les administrations publiques doivent se préoccuper de l'exposition de leurs finances aux risques climatiques. Il est donc nécessaires pour les autorités locales d'être moralement cohérentes dans leurs engagements climatiques vis-à-vis de leurs citoyens : « Si c'est mal de détruire le climat, c'est mal d'investir dans sa destruction ».



## Les villes d'Oslo et de Copenhague

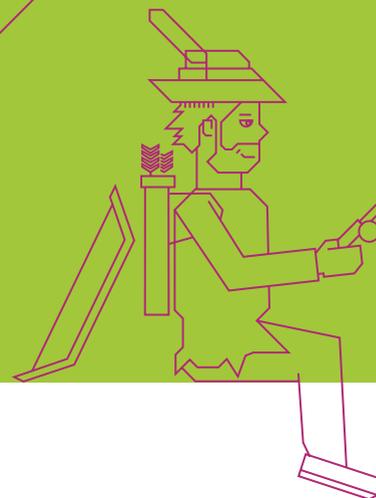
ont été les premières capitales à désinvestir des énergies fossiles en 2015. Pour la ville d'Oslo, la décision a été d'autant plus surprenante qu'elle prévoyait initialement de se désinvestir uniquement du charbon en raison de l'importante industrie du pétrole et du gaz en Norvège. C'est le parti vert qui a poussé pour une stratégie plus ambitieuse. Les deux villes ont travaillé en étroite collaboration avec des banques norvégiennes et danoises sur leur stratégie de désinvestissement et, dans le cas de Copenhague, cette coopération a même permis aux banques d'offrir de nouveaux produits sans fossiles à tous leurs clients.



## La ville de Münster

est le pionnier du mouvement de désinvestissement municipal en Allemagne depuis sa décision de désinvestir en 2015. Elle a été très transparente sur sa stratégie et son processus de désinvestissement et cette décision a également été un facteur qui a valu à Münster le titre de « ville la plus durable d'Allemagne 2019 » décerné par le Prix allemand de la durabilité sous le patronage du Président fédéral.

# OBLIGATIONS MUNICIPALES VERTES



» Source de financement pour les projets énergie-climat, les obligations vertes représentent également une opportunité pour l'administration de la ville de renforcer des capacités de son personnel, la coopération entre les services, ainsi que des mécanismes rigoureux de suivi et de reporting, qui obligent la ville à connaître les impacts climatiques de ses projets d'investissement. A l'inverse, les villes dotées d'un système de reporting environnemental sophistiqué, et d'une forte coopération entre ses services financiers et environnement, peuvent plus facilement accéder aux financements des projets énergie climat. Les obligations vertes représentent un nombre de bénéfices "soft" à la ville émettrice, en tant qu'un puissant outil de marketing pour la ville, ainsi qu'un moyen d'impliquer les citoyens dans les projets verts de la ville et d'aligner l'administration locale autour de l'agenda environnemental.



## La ville de Göteborg

est le pionnier ultime en cette matière, puisqu'elle a été la première ville au monde à émettre une obligation verte en 2013. Depuis lors, Göteborg émet chaque année une nouvelle obligation verte et dispose d'une riche expérience en matière de reporting et de communication avec les investisseurs. D'une manière générale, le marché scandinave des obligations vertes est très développé et très actif, caractérisé par une bonne coopération entre les institutions municipales et financières.



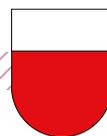
## La ville de Paris

qui depuis sa première émission d'obligation verte en 2015, a l'ambition de devenir un leader mondial en matière de finance verte, s'est également montrée intéressée par le mentorat d'autres villes sur ses expériences dans le cadre du programme d'obligations vertes dans le contexte du projet PROSPECT.

# AFFECTATION DES REVENUS LOCAUX ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

» Plusieurs villes ont mis en place des fonds affectés à des projets d'efficacité énergétique – ou de transports durables – alimentés par des taxes environnementales. A travers des outils financiers innovants comme le carbon-offsetting, les autorités locales cherchent à sensibiliser les citoyens et les entreprises à changer leurs comportements, et aussi à mobiliser leurs ressources pour investir dans des projets énergie-climat.

Grâce à des instruments financiers innovants et en mobilisant les parties prenantes, votre ville peut : sensibiliser les acteurs locaux afin de les inciter à investir dans la transition énergétique à leur propre niveau ; réduire le coût des projets en matière d'énergie et de climat pour la collectivité locale en mobilisant les ressources privées présentes sur le territoire ; réorienter l'économie locale vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement en améliorant les conditions pour les entreprises durables.



La Ville de Lausanne

grâce à son entreprise municipale de service public, a pu créer deux fonds alimentés par une faible taxe payée par les citoyens sur leur consommation d'énergie afin de financer des campagnes en lien avec l'énergie et le climat. Le fonds pour l'efficacité énergétique a permis de mettre en place un programme holistique de conseil et d'incitation pour les ménages et les entreprises afin de réduire la consommation d'énergie sur le territoire.



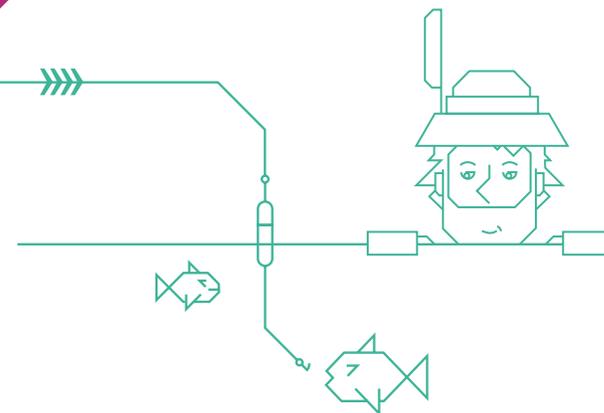
La Région de Bruxelles Capitale

avec le Prêt vert bruxellois, a acquis de l'expérience dans le développement d'instruments financiers en coopération avec des fournisseurs de services financiers alternatifs (coopérative financière Crédal) afin d'aider les habitants à réaliser des travaux d'amélioration énergétique dans leur logement. Ceux-ci bénéficient d'un financement à des conditions avantageuses sous forme de prêts à taux réduit et d'un fonds de garantie dont le garant est la collectivité locale.



La Communauté Autonome de Valence

montre que des collectivités locales peuvent s'engager à promouvoir une économie durable sur leur territoire. En octroyant des prêts à des entreprises et organismes qui pratiquent et encouragent le développement durable, la Communauté vise à compenser les désavantages dont pâtissent les entreprises durables sur le marché, comme des coûts de production plus élevés les rendant moins compétitives, et à les récompenser.



# PRINCIPALES CONCLUSIONS



1.

## **La coopération et l'échange de connaissances entre services environnement et services financiers sont essentiels :**

les services financiers ont un rôle à jouer dans la transition énergétique locale en aidant les services de l'environnement à accéder à des cadres financiers innovants et en conditionnant l'allocation de fonds à des objectifs climatiques locaux.

2.

## **Suivre le flux de données entre les services est aussi important que de suivre les flux financiers :**

des outils numériques peuvent vous aider à extraire, relier et visualiser les informations collectées par chaque service afin d'identifier tout écart ou lacune et y remédier efficacement.

3.

## **Associer informations financières et rapport sur l'environnement permet de visualiser les relations entre les finances de la ville et son action climatique :**

établir un rapport sur l'impact climatique des activités et investissements municipaux, ainsi que sur les revenus et dépenses complémentaires liés à l'environnement permet d'être mieux informé au moment de prendre des décisions à tous les échelons.

4.

## **La transparence est essentielle pour engager les citoyens :**

les villes doivent savoir comment et où leur argent est dépensé afin de pouvoir justifier leurs actions devant leurs citoyens ; cette transparence peut à son tour encourager les citoyens à participer au financement de projets municipaux en faveur du climat.

5.

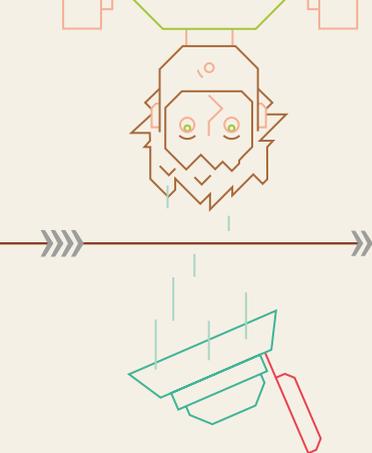
## **Les institutions financières sont des partenaires précieux mais doivent se montrer à la hauteur des standards environnementaux de la ville :**

la coopération avec les institutions financières, qu'elles soient municipales, nationales ou commerciales, peut permettre de compenser le manque d'expertise de l'administration municipale dans ce domaine, mais les villes doivent se montrer ambitieuses et exiger de ces institutions qu'elles mettent en place des produits financiers plus durables.

6.

## **Des contacts réguliers avec l'économie locale permettent aux villes d'inciter à des pratiques commerciales plus durables :**

les marchés publics locaux représentent un important levier que les villes doivent délibérément utiliser pour relever les standards environnementaux existants. Les villes peuvent ainsi récompenser les pratiques commerciales les plus durables à la fois financièrement et symboliquement.



**Franziska Barnhusen**

**Energy Cities**

**f t in @energycities**

**www.energy-cities.eu**

Energy Cities est l'association européenne des villes en transition énergétique. Depuis près de 30 ans – et avec aujourd'hui plus de 1 000 villes et réseaux membres de 30 pays – le réseau défend une transition énergétique démocratique et décentralisée, menée par le niveau local et régional.

**Licence Creative Commons Attribution – NonCommercial – ShareAlike 4.0 International**